

DREAL-UD69-EM  
DDPP-SPE-OG

**DÉCISION n° 69-DDPP-068**

en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement après  
examen au cas par cas sur le projet d'augmentation de la superficie  
des activités ICPE 2712 et de diminution des activités annexes,  
présenté par la société MUNOZ  
pour son site au 180 Avenue Francis de Pressensé à Vénissieux

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfète du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011  
concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement,  
notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;

VU l'annexe de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement énumérant les critères de l'examen  
au cas par cas ;

VU l'arrêté du ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires du 16 janvier  
2023 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté du 18 janvier 2007 autorisant la société MUNOZ à exploiter un centre de récupération et  
de valorisation de déchets de métaux 180-182, avenue Francis de Pressensé à VÉNISSIEUX ;

VU l'arrêté du 2 juillet 2015 portant agrément de la société MUNOZ pour l'exploitation d'une  
installation de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage située 180-182, avenue  
Francis de Pressensé à VÉNISSIEUX et modifiant l'arrêté préfectoral du 18 janvier 2007 ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le n°69-DDPP-068, déposée complète par  
la société MUNOZ le 14 novembre 2024, et publiée sur le site Internet des services de l'État dans le  
Rhône, relative au projet d'augmentation de la superficie des activités ICPE 2712 et de diminution  
des activités annexes sur la commune de Vénissieux (69) ;

VU la saisine de la DREAL – Unité départementale du Rhône en date du 14 novembre 2024 ;

CONSIDÉRANT que le projet présenté par la société MUNOZ dans sa demande de cas-par-cas du 14  
novembre 2024 susvisée, relève de la rubrique 1-b du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de  
l'environnement ;

CONSIDÉRANT que ce projet n'est pas situé au sein d'une zone portant des enjeux liés à la  
sensibilité environnementale et aux espèces protégés ;

CONSIDÉRANT que ce projet n'implique aucune extension géographique du site ;

CONSIDÉRANT que ce projet consiste en la mise en place d'une activité de dépollution, démontage de Véhicules Hors d'Usage (VHU) classée sous la rubrique 2712-1 de la nomenclature ICPE ;

CONSIDÉRANT que ce projet implique des modifications des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement actuellement autorisées pour le site de Vénissieux par les arrêtés préfectoraux du 18 janvier 2007 et du 2 juillet 2015 susvisés :

- augmenter la surface exploitée de 90 m<sup>2</sup> à 3 100 m<sup>2</sup> pour la rubrique 2712-1,
- diminuer la surface exploitée pour la rubrique 2713-1,
- diminuer le tonnage exploité pour la rubrique 2718-1,
- diminuer la quantité de déchets traités pour la rubrique 2791-2 ;

CONSIDÉRANT que ce projet consiste également en une réorganisation des espaces de stockage réalisés sur le site ;

CONSIDÉRANT que les impacts potentiels ont été étudiés par la société MUNOZ qui indique que son projet n'engendre :

- aucun impact environnemental supplémentaire ;
- aucun impact sur les ressources en eaux et aucune augmentation ou modification de rejets aqueux ;
- aucune émission sonore supplémentaire ;
- aucune source de vibrations ;
- aucune émission lumineuse ;
- aucune modification concernant les rejets dans l'air ;

CONSIDÉRANT, par ailleurs, que le projet permettra une diminution du trafic routier en comparaison de la situation autorisée ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a démontré l'absence d'impacts cumulés avec d'autres projets existants ou approuvés ;

CONSIDÉRANT que le pétitionnaire a présenté et étudié les risques liés à son projet et a conclu à l'absence d'effets hors site ;

CONSIDÉRANT qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale ;

## DÉCIDE

### Article 1

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet d'augmentation de la superficie des activités ICPE 2712 et de diminution des activités annexes sur la commune de Vénissieux, présenté par la société MUNOZ, objet de la demande n° 69-DDPP-068, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section 1<sup>re</sup> du chapitre II du titre II du livre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

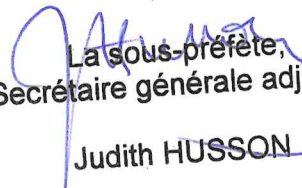
Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

**Article 3**

La présente décision sera publiée sur le site Internet des services de l'État dans le Rhône.

Lyon, le 10 décembre 2024

La préfète,

  
La sous-préfète,  
Secrétaire générale adjointe  
Judith HUSSON

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut également faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions de l'article R. 122-3-1 VII du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa publication sur le site Internet des services de l'État dans le Rhône. Ce recours suspend le délai de recours contentieux. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de la décision prise à la suite du RAPO. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO.

La décision dispensant d'évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

### Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou RAPO

Madame la préfète du Rhône  
Direction départementale de la protection des populations  
Service protection de l'environnement  
guichet unique ICPE environnement  
245 Rue Garibaldi  
69 422 LYON cedex 03

- Recours contentieux

Madame la présidente du Tribunal administratif de Lyon  
Palais des juridictions administratives  
184 rue Duguesclin  
69 433 LYON Cedex 03  
ou  
[www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

La décision soumettant à évaluation environnementale au titre de l'examen au cas par cas peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.